

Direction Générale Adjointe Infrastructures
Départementales
Direction des Routes
Service Gestion de la Route

Arrêté N° 24 1635

**Mise en conformité des régimes de
priorité ponctuelle sur la RD 10 aux
carrefours avec les voies
communales situées hors
agglomération de Saint Chély
d'Apcher**

**LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA
LOZÈRE**

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT CHÉLY D'APCHER

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de la route et notamment l'article R 411-7,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 3ème partie, "intersections et régimes de priorité", approuvée par l'arrêté interministériel du 26 juillet 1974,
- VU l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 24-1014 du 5 mars 2024 accordant délégations de signature,

Considérant qu'il convient régulièrement de vérifier que les régimes de priorité institués aux carrefours des voies communales de Saint Chély d'Apcher avec la RD 10 sont adaptés au trafic et aux conditions de sécurité et de visibilité rencontrés par les usagers de la route sur ce secteur,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A leur débouché sur la RD 10, les régimes de priorité décrits ci-après sont institués ou maintenus sur les voies communales suivantes situées hors agglomération :

Nom de la voie	PR sur la RD 10	Position dans le sens des PR croissants	Régime de priorité
VC de la Vignole	1+280	Droite	STOP
VC de l'impasse de la clé des champs	1+350	Droite	STOP

ARTICLE 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°10-2379 du 21 septembre 2010.

ARTICLE 3 : Les présentes dispositions entreront en vigueur dès mise en place de la signalisation réglementaire par les services de l'UTCD de Saint Chély d'Apcher,

ARTICLE 4 : Conformément au code des tribunaux administratifs, le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. *Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.*

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur des Routes,
Monsieur le Chef de l'UTCD de Saint Chély d'Apcher,
Monsieur le Maire de la commune de Saint Chély d'Apcher,
Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Lozère,
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mende, le 21 JUIN 2024

Pour la Présidente du Conseil départemental
Le Directeur des Routes par intérim
Grégory ROCHETTE



A Saint Chély d'Apcher, le 21 JUIN 2024

Le Maire
Christine ALLIZON

[Signature]

Acte exécutoire

Mende, le 21 JUIN 2024

Pour la Présidente du Conseil départemental
Le Directeur des Routes par intérim
Grégory ROCHETTE

[Signature]